

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 62 (1944)
Heft: 12

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 04.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Bern
Samstag, 15. Januar
1944

Berne
Samedi, 15 janvier
1944

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce · Foglio ufficiale svizzero di commercio

Erscheint täglich,
ausgenommen an Sonn- und Feiertagen

62. Jahrgang — 62^{me} année

Paraît tous les jours,
le dimanche et les jours de fête exceptés

N° 12

Redaktion und Administration:

Effingerstrasse 3 in Bern, Telefon Nr. (031) 21660

Im Inland kann nur durch die Post abonniert werden — Gef. Abonnements-
beträge nicht an obige Adresse, sondern am Postschalter einzahlen —
Abonnementspreis für SHAAB. (ohne Beilagen): Schweiz: jährlich Fr. 22.30,
halbjährlich Fr. 12.30, vierteljährlich Fr. 6.30, zwei Monate Fr. 4.50, ein Monat
Fr. 2.50 — Ausland: Zuschlag des Portos — Preis der Einzelnummer 25 Rp.
— Anzeigen-Regie: Publicitas A.G. — Inserionsstarke: 20 Rp. die ein-
spaltige Millimeterzeile oder deren Raum; Ausland 25 Rappen — Jahres-
abonnementspreis für „Die Volkswirtschaft“: Fr. 8.30.

Rédaction et Administration:

Effingerstrasse 3, à Berne, Téléphone n° (031) 21660

En Suisse, les abonnements ne peuvent être pris qu'à la poste — Prière
de ne pas verser le montant des abonnements à l'adresse ci-dessus,
mais au guichet de la poste — Prix d'abonnement pour la FOSC. (sans
suppléments): Suisse: un an 22 fr. 30; un semestre 12 fr. 30; un trimestre
6 fr. 30; deux mois 4 fr. 50; un mois 2 fr. 50 — Etranger: Frais de port en
plus — Prix du numéro 25 cts — Règle des annonces: Publicitas S.A. —
Tarif d'insertion: 20 cts la ligne de colonne d'un mm ou son espace; étranger 25 cts — Prix d'abonnement annuel à „La Vie économique“ ou
à „La Vita economica“: 8 fr. 30.

N° 12

Inhalt — Sommaire — Sommario

Amlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Konkurse und Nachlassverträge. Faillites et concordats. Fallimenti e concordati.
Handelsregister. Registre du commerce. Registro di commercio.
Fabrik- und Handelsmarken. Marques de fabrique et de commerce. Marche di fabbrica
e di commercio 105961—105993.
BRB betreffend die Allgemeinverbindlicherklärung der im Zentralheizungsgewerbe am
14. Juli 1943 vereinbarten Tenerungs- und Kinderzulage. ACF donnant force obliga-
toire générale à l'allocation de renchérissement et à l'allocation pour enfants
convenues le 14 juillet 1943 pour les ouvriers d'installation de chauffages centraux.
DCF concernante il conferimento del carattere obbligatorio generale ad un'indennità
di rincaro e ad un assegno per i figli, convenuti il 14 luglio 1943 per gli operai
installatori di riscaldamento centrali.

Mitteilungen — Communications — Comunicazioni

Welsung Nr. 46 der Sektion für Schuhe, Leder und Kautschuk des KIAA betreffend
Bestandesaufnahme und Bezugssperre für Schuhwaren aller Art. Instructions n° 46
de la Section de la chaussure, du cuir et du caoutchouc de l'OGIT concernant l'in-
ventaire des stocks de chaussures de tout genre; interdiction de livrer et d'acquies-
ser des chaussures. Istruzione N. 46 della Sezione della calzatura, del cuoio e del caucciù
dell'UGLI concernente l'inventario delle scorte di calzature di ogni genere, come
pure divieto di fornire ed acquistare calzature.

Amlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Konkurse — Faillites — Fallimenti

Die Konkurse und Nachlassverträge werden am Mittwoch und am Samstag ver-
öffentlicht. Die Aufträge müssen spätestens
Mittwoch, morgens um 8 Uhr, bzw. am
Freitag um 12 Uhr, beim Schweiz. Handels-
amtsblatt, Effingerstr. 3, Bern, eintreffen.

Les faillites et les concordats sont pu-
blies chaque mercredi et samedi. Les
ordres doivent parvenir à la Feuille
officielle suisse du commerce, Effinger-
strasse 3, à Berne, au plus tard à 8 heures
le mercredi et à midi le vendredi.

Ouvertures de faillites

(LP. 231, 232) (OT. féd. du 23 avril 1920, art. 29, 123)

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exécuter sont invités
à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à
l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original
ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des
intérêts de toute créance non garantie par gage (LP. 209).

Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs
créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le
capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.

Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans in-
scription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à
l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de
preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui
n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'im-
meuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le Code civil également,
produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai
fixé pour les productions.

Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque
titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office dans le délai fixé pour
les productions, tous droits réservés, faute de quoi ils encourront les peines prévues par
la loi et seront déchu de leur droit de préférence, en cas d'omission inexcusable.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantissant par
une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office
dans le même délai. Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit
d'assister aux assemblées de créanciers.

Ct. de Vaud Office des faillites, Lausanne (48)

Failli: Bättig Henri-J., — commerce de papiers en gros, Avenue
Ruchonnet 13, à Lausanne.

Date du prononcé: 11 janvier 1944.

Faillite sommaire, article 231 LP.

Délai pour les productions des créances: 4 février 1944.

Ct. de Genève Office des faillites, Genève (49)

Failli: Cevey Jean-Charles, q.v. industriel, exploitant le laboratoire
CHAC, Rue Simond-Durand 5, à Genève, domicilié Rue François-
Jacquier 12, à Chêne-Bourg.

Date de l'ouverture de la faillite: 27 décembre 1943.

Première assemblée des créanciers: samedi 22 janvier 1944, à 10 heures,
salle des assemblées de faillites, Taconnerie 7, Genève.

Délai pour les productions: 15 février 1944.

Einstellung des Konkursverfahrens — Suspension de la liquidation

(SchKG 230.)

(L. P. 230.)

Falls nicht binnen zehn Tagen ein
Gläubiger die Durchführung des Konkurs-
verfahrens begehrt und für die Kosten
hinreichende Sicherheit leistet, wird das
Verfahren geschlossen.

La faillite sera clôturée faute par les
créanciers de réclamer dans les dix jours
l'application de la procédure en matière
de faillite et d'en avancer les frais.

Kt. Zürich

Konkursamt Riesbach-Zürich

(44)

Ueber Brodbeck Eugen W., von Uster, elektrische Anlagen,
Seefeldstrasse 66, wohnhaft Färberstrasse 28, Zürich 8, ist am 14. Dezember
1943 der Konkurs eröffnet, das Verfahren aber mit Verfügung vom
10. Januar 1944 mangels Aktiven eingestellt worden.

Falls nicht ein Gläubiger bis zum 25. Januar 1944 die Durchführung
des Konkursverfahrens begehrt und a conto der Kosten desselben einen Vor-
schuss von Fr. 600 leistet, wird das Verfahren als geschlossen erklärt.

Ct. de Vaud

Office des faillites, Lausanne

(50)

Failli: Waridel Marcel, voyageur de commerce, Chemin Pidou 12, à
Lausanne.

Date du prononcé: 11 janvier 1944.

Délai pour avancer les frais de 200 fr.: 25 janvier 1944.

Ct. de Vaud

Office des faillites, Lausanne

(51)

Failli: Wintergerst Eugène, dépositaire, Avenue Floréal 9, à Lau-
sanne.

Date du prononcé: 11 janvier 1944.

Délai pour avancer les frais de 200 fr.: 25 janvier 1944.

Ct. de Genève

Office des faillites, Genève

(52)

La liquidation par voie de faillite ouverte contre la

Société anonyme Les Alpes Bellevue B,

ayant son siège à Genève, par ordonnance rendue le 10 janvier 1944 par
le Tribunal de première instance a été, ensuite de constatation de défaut
d'actif, suspendue le 13 janvier 1944 par décision du juge de la faillite.

Si aucun créancier ne demande d'ici au 26 janvier 1944 la continuation
de la liquidation, en faisant l'avance nécessaire de frais en 300 fr., la
faillite sera clôturée.

Ct. de Genève

Office des faillites, Genève

(53)

La liquidation par voie de faillite ouverte contre la

Société immobilière Rive d'Arve A, S.A.,

ayant son siège à Genève, par ordonnance rendue le 10 janvier 1944 par
le Tribunal de première instance a été, ensuite de constatation de défaut
d'actif, suspendue le 13 janvier 1944 par décision du juge de la faillite.

Si aucun créancier ne demande d'ici au 26 janvier 1944 la continuation
de la liquidation, en faisant l'avance nécessaire de frais en 300 fr., la
faillite sera clôturée.

Ct. de Genève

Office des faillites, Genève

(54)

La liquidation par voie de faillite ouverte contre la

Société de la Rue Hornung, S.A.,

ayant son siège à Genève, par ordonnance rendue le 10 janvier 1944 par
le Tribunal de première instance a été, ensuite de constatation de défaut
d'actif, suspendue le 13 janvier 1944 par décision du juge de la faillite.

Si aucun créancier ne demande d'ici au 26 janvier 1944 la continuation
de la liquidation, en faisant l'avance nécessaire de frais en 300 fr., la
faillite sera clôturée.

Kollokationsplan — Etat de collocation

(SchKG. 249—251)

(LP. 249—261)

Der ursprüngliche oder abgeänderte
Kollokationsplan erwächst in Rechtskraft,
falls er nicht binnen zehn Tagen vor dem
Konkursgericht angefochten wird.

L'état de collocation, original ou rectifié
passe en force, s'il n'est attaqué dans les
dix jours par une action intentée devant
le juge qui a prononcé la faillite.

Kt. Basel-Stadt

Konkursamt Basel-Stadt

(55)

Im Konkurs über Gaudère Funston Gaston (Hermann Leo
Gelberg-Funston), wohnhaft Spalengraben 15, in Basel, Inhaber der in Zürich
eingetragenen Firma «Hermann Gelberg», Handel mit Lebensmitteln, Löwen-
strasse 71, in Zürich, liegen das Inventar mit der Ausscheidung der Kom-
petenzgegenstände sowie der Kollokationsplan den beteiligten Gläubigern
beim obgenannten Konkursamt zur Einsicht auf. Beschwerden gegen In-
ventur und Kompetenzausscheidung sind bei der Aufsichtsbehörde über das
Konkursamt, Klagen auf Anfechtung des Kollokationsplanes beim Zivil-
gericht anhängig zu machen, beides innert 10 Tagen, von der Bekannt-
machung an, widrigenfalls der Kollokationsplan und die Kompetenzaus-
scheidung als anerkannt betrachtet werden.

Kt. Basel-Stadt Konkursamt Basel-Stadt (56)

Im Konkurse über Liechti-Leberth Franz Jakob, Inhaber der Firmen:

- Liechti-Leberth F., Wirtschaftsbetrieb und Handel in Weinen, Amerbachstrasse 66;
- Casa Ticinese, F. Liechti-Leberth, Hotel- und Restaurationsbetrieb, Steinvorstadt 14;
- Liechti, Westschweizer Stube, Wirtschaftsbetrieb, Gerbergasse 42, in Basel,

liegt der Kollokationsplan den beteiligten Gläubigern beim obgenannten Konkursamt zur Einsicht auf. Klagen auf Anfechtung des Planes sind innert 10 Tagen von der Bekanntmachung an gerichtlich anhängig zu machen, widrigenfalls er als anerkannt betrachtet würde.

Kt. Thurgau Betreibungsamt Weinfelden (45)

im Auftrag des Konkursamtes Weinfelden

Im Konkurse über Lüthi & Co., Torfausbeutung und Torfhandel, Feldhofstrasse, Weinfelden (Kommanditgesellschaft, im Handelsregister gelöst seit 8. Juni 1943) liegen Kollokationsplan und Inventar mit Drittansprüchen ab 15. Januar 1944 während 10 Tagen für die beteiligten Gläubiger beim obgenannten Betreibungsamt zur Einsicht auf.

Allfällige Klagen auf Anfechtung des Kollokationsplanes sind innert der gleichen Frist gerichtlich anhängig zu machen, ansonst derselbe als anerkannt betrachtet wird.

Die zweite Gläubigerversammlung findet Montag den 7. Februar 1944, 16 Uhr, im Rathaus in Weinfelden statt.

Kt. Thurgau Betreibungsamt Weinfelden (46)

im Auftrag des Konkursamtes Weinfelden

Im Konkurse über Lüthi Ernst, Torfausbeutung und Torfhandel, Feldhofstrasse, Weinfelden, liegen Kollokationsplan und Inventar mit Drittansprüchen ab 15. Januar 1944 während 10 Tagen für die beteiligten Gläubiger beim obgenannten Betreibungsamt zur Einsicht auf.

Allfällige Klagen auf Anfechtung des Kollokationsplanes sind innert der gleichen Frist gerichtlich anhängig zu machen, ansonst derselbe als anerkannt betrachtet wird.

Die zweite Gläubigerversammlung findet Montag den 7. Februar 1944, 14 Uhr, im Rathaus in Weinfelden statt.

Ct. de Genève Office des faillites, Genève (57)

Rectification d'état de collocation

Failli: Crivelli Antoine, Rue Tschumi 3, à Genève.

L'état de collocation des créanciers de la faillite susindiquée rectifié ensuite d'admission ultérieure peut être consulté à l'office précité. Les actions en contestation de l'état de collocation doivent être introduites dans les 10 jours à dater de cette publication; sinon, l'état de collocation sera considéré comme accepté.

Widerruf des Konkurses — Révocation de la faillite

(SchKG 195, 196, 317.) (L. P. 195, 196, 317.)

Kt. Basel-Stadt Konkursamt Basel-Stadt (58)

Der unterm 6. Oktober 1943 über die Firma

Typo AG. Buchdruckerei,

Herstellung von Drucksachen aller Art usw., Clarastrasse 4, in Basel, eröffnete Konkurs ist teils zufolge Bezahlung, teils zufolge Rückzuges der Konkurs eingaben durch Verfügung des Dreiergerichts vom 12. Januar 1944 widerrufen und die Gemeinschuldnerin in die Verfügung über ihr Vermögen wieder eingesetzt worden.

Konkurssteigerungen — Vente aux enchères publiques après faillite

(SchKG. 257—259) (LP. 257—259)

Ct. de Vaud Office des faillites, Morges (43)

Vente d'immeubles avec café

Enchère unique — Adjudication à tout prix

Le mercredi 23 février 1944, à 15 heures, au Café Belvédère, les Pierrettes, St-Sulpice, l'Office des faillites de Morges procédera à la vente par voie d'enchères publiques des immeubles provenant de la masse en faillite de Regamey Marcel, cafetier, à St-Sulpice, comprenant maison d'habitation avec Café Belvédère et magasin, jeu de quilles, tonnelle couverte, jardin et place, d'une superficie totale de 32 à 60 ca, situés sur le territoire de la commune de St-Sulpice, au lieu dit au Paquéret.

Mention d'accessoires mobiliers 9494 fr., non compris dans l'estimation officielle, mais compris dans la taxe de l'Office des faillites.

Assurance incendie: 92 800 fr.

Estimation officielle: 125 000 fr.

Taxe de l'Office des faillites: 60 000 fr.

Les conditions de vente, la désignation cadastrale et l'état des charges sont à disposition au bureau de l'Office des faillites.

Morges, le 11 janvier 1944. Le préposé aux faillites: H. Duport.

Nachlassverträge — Concordats — Concordati**Nachlassstundung und Aufruf zur Forderungseingabe**

(SchKG 295, 296, 300.)

Sursis concordataire et appel aux créanciers

(L. P. 295, 296, 300.)

Den nachbenannten Schuldern ist eine Nachlassstundung bewilligt worden.

Die Gläubiger werden aufgefordert, ihre Forderungen in der Eingabefrist beim Sachwalter einzulegen, unter der Androhung, dass sie im Unterlassungsfalle bei den Verhandlungen über den Nachlassvertrag nicht stimmberechtigt wären.

Les débiteurs ci-après ont obtenu un sursis concordataire.

Les créanciers sont invités à produire leurs créances auprès du commissaire dans le délai fixé pour les productions, sous peine d'être exclus des délibérations relatives au concordat.

Kt. Bern Konkurskreis Interlaken (59)

Schuldner: Brunner Adolf, Hotelier zum Hotel des Alpes auf Beatenberg.

Datum der Stundungsbewilligung durch den Gerichtspräsidenten von Interlaken: 11. Januar 1944.

Dauer der Stundung: 4 Monate.

Sachwalter: Dr. W. Bettler, Fürsprecher und Notar, in Interlaken.

Eingabefrist: bis und mit 8. Februar 1944.

Gläubigerversammlung: Donnerstag den 24. Februar 1944, um 14 Uhr, im Bureau des Sachwalters in Interlaken.

Aktenauflage: während 10 Tagen vor der Gläubigerversammlung im Bureau des Sachwalters.

Notstundung — Sursis extraordinaire

(Verordnung des BR. vom 24. Januar 1941 — Ordonnance du CF. du 24 janvier 1941)

Ct. de Vaud Tribunal d'Orbe (60)**Demande de sursis extraordinaire**

Le président du Tribunal civil du district d'Orbe, à vous tous créanciers, cautions et codébiteurs intéressés, d'office vous êtes convoqués à mon audience du mardi 25 janvier 1944, à 15 heures 30, en salle du tribunal, Hôtel de Ville à Orbe, pour voir statuer sur la demande de sursis extraordinaire présentée par la société en nom collectif

Bezençon, Hoirs d'Henri, et Bousson Louis, en liquidation, à Orbe.

Le dossier peut être consulté au greffe du Tribunal.

Les objections contre la demande de sursis peuvent être formulées par écrit avant l'audience.

Orbe, le 13 janvier 1944.

Le président: Rossel.

Verschiedenes — Divers — Varia**Ct. de Genève Office des poursuites, Genève (47)****Radation totale d'un gage immobilier**

Vn le défaut de production du titre de gage suivant: une cédule hypothécaire de 5000 fr. au porteur et en second rang, inscrite au registre foncier de Genève le 5 février 1930, sous B 199, l'office soussigné porte à la connaissance du porteur de la dite cédule et du public, conformément à l'article 69 de l'ordonnance sur la réalisation forcée des immeubles, que les créances garanties par gages immobiliers grevant l'immeuble de la Société immobilière Tilleuls-Levant, à Genève, se trouvent complètement éteintes par suite de la vente aux enchères qui a eu lieu à Genève le 8 décembre 1943.

En conséquence, les droits de gage immobiliers ont été radiés en totalité au registre foncier, le 11 janvier 1944, par les soins de l'office soussigné et la susdite cédule hypothécaire est considérée comme annulée.

Toute aliénation ou mise en gage de la cédule hypothécaire susvisée sera punie comme escroquerie.

Genève, le 15 janvier 1944. L'Office des poursuites de Genève, le préposé: Lucien Fulpius.

Handelsregister — Registre du commerce — Registro di commercio**Basel-Stadt — Bâle-Ville — Basilea-Città**

10. Januar 1944. Bureau-, Organisations- und Reklamebedarf.

Oskar Pfister, in Basel (SHAB. 1939 I, Nr. 43, Seite 366), Bureau-, Organisations- und Reklamebedarf. Die Einzelfirma ist infolge Aufgabe des Geschäftes erloschen.

10. Januar 1944.

Jenzer & Berger G.m.b.H. Autotransporte, in Basel (SHAB. 1942 I, Nr. 37, Seite 359). Das Domizil befindet sich nun St.-Jakobs-Strasse 3.

11. Januar 1944. Tapeten und Inlaids usw.

Clara Hepp, Inhaber Max Keller, Einzelfirma in Basel (SHAB. 1944 I, Nr. 4, Seite 39), Handel in Tapeten und Inlaids usw. Der Inhaber erteilt Einzelprokura an Clara Hepp-Seiler, von und in Basel.

12. Januar 1944.

Gesellschaft zur Beförderung des Guten und Gemeinnützigen, Verein in Basel (SHAB. 1943 I, Nr. 19, Seite 199). In der Mitgliederversammlung vom 17. September 1943 wurden die Statuten geändert; die publizierten Tatsachen werden davon nicht berührt. In den Vorstand wurde als Vorsteher gewählt Prof. Dr. Adolf Hottinger, von und in Basel; er zeichnet zu zweien. Die Unterschrift des Vorstandsmitglieds Heinz Helbing-Sarasin ist erloschen. Der bisherige Vorsteher Fritz Hodel-Spoerri ist nun Statthalter.

12. Januar 1944.

Immobilien A.G. Buchenstrasse 39, in Basel (SHAB. 1938 I, Nr. 14, Seite 114). Das Domizil befindet sich nun Steinvorstadt 69 (Dr. Ernst Fischli).

Schaffhausen — Schaffhouse — Sciaffusa

12. Januar 1944.

Schweizerischer Bankverein (Société de Banque Suisse) (Società di Banca Svizzera) (Swiss Bank Corporation), Zweigniederlassung, in Schaffhausen (SHAB. Nr. 4 vom 6. Januar 1944, Seite 39), Aktiengesellschaft mit Hauptsitz in Basel. Zu einem weiteren Mitglied der Generaldirektion wurde ernannt der hiesige Direktor Louis Gilliéron, von Genf, in Basel. Die Gesellschaft wird nur durch die kollektive Unterschrift von je zwei Berechtigten verpflichtet.

12. Januar 1944. Kolonialwaren usw.

Karl Hils, in Schaffhausen. Inhaber dieser Firma ist Karl Hils-Schuhwerk, von und in Schaffhausen; Handel mit Kolonialwaren, Weinen und Spirituosen. Bachstrasse 16.

Aargau — Argovie — Argovia

12. Januar 1944.

Schweizerischer Bankverein (Société de Banque Suisse) (Società di Banca Svizzera) (Swiss Bank Corporation), in Zofingen (SHAB. Nr. 14 vom 19. Januar 1943, Seite 155), Aktiengesellschaft mit Hauptsitz in Basel. Die Prokura des Albin Ott ist erloschen. Der Verwaltungsrat hat zu einem weiteren Mitglied der Generaldirektion ernannt Louis Gilliéron, bisher Direktor, von Genf, in Basel, und Kollektivprokura für die Zweignieder-

Iassung Zofingen erteilt an Joseph Kost, von Triengen (Luzern), in Zofingen. Die Gesellschaft wird nur durch die kollektive Unterschrift von je zwei Berechtigten verpflichtet.

12. Januar 1944.

I. & O. Stutz, Sennerei Islisberg, in Arni-Islisberg. Unter dieser Firma sind Ignaz Stutz und Otto Stutz, beide von Arni-Islisberg, in Islisberg, eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 1. April 1939 ihren Anfang nahm. Sennerei und Milchhandlung. Islisberg.

12. Januar 1944.

Gottlieb Müller, Uhrmacher & Optiker, in Zofingen (SHAB. Nr. 18 vom 23. Januar 1935, Seite 208). Die Firma ist infolge Geschäftsverkaufes erloschen. Aktiven und Passiven gehen über an die neue Einzelfirma «Ernst Müller, Uhrmacher & Optikermeister», in Zofingen.

12. Januar 1944.

Ernst Müller, Uhrmacher & Optikermeister, in Zofingen. Inhaber dieser Firma ist Ernst Paul Müller, von Vordemwald und Zofingen, in Zofingen. Die Firma übernimmt Aktiven und Passiven der bisherigen Firma «Gottlieb Müller, Uhrmacher & Optiker», in Zofingen. Handel in und Reparaturen von Uhren, optischen Artikeln und Tafelgeräten. Unterstadt, Vordere Hauptgasse 443.

Thurgau — Thurgovie — Turgovia

12. Januar 1944.

Lederwarenfabrik A.G. Frauenfeld, in Frauenfeld (SHAB. Nr. 214 vom 14. September 1943, Seite 2058). René Etienne, von Tramelan-Dessous (Bern), und Max Lüthi, von Frauenfeld, beide in Frauenfeld, wurde Kollektivprokura erteilt in der Weise, dass sie je in Verbindung mit einem zeichnungsberechtigten Mitglied des Verwaltungsrates zeichnen.

12. Januar 1944.

Schweizerischer Bankverein (Société de Banque Suisse) (Società di Banca Svizzera) (Swiss Bank Corporation), Agentur in Bischofszell (SHAB. Nr. 10 vom 14. Januar 1943, Seite 124), Aktiengesellschaft mit Gesellschaftssitz in Basel. Zu einem weiteren Mitglied der Generaldirektion wurde ernannt der bisherige Direktor Louis Gillieron, von Genf, in Basel. Er zeichnet kollektiv mit einem andern Unterschriftsberechtigten.

12. Januar 1944.

Milchlieferantenverband Arbon, in Arbon (SHAB. Nr. 18 vom 23. Januar 1935, Seite 208). Die Genossenschaft hat sich durch Beschluss der Generalversammlung vom 24. März 1937 aufgelöst. Die Firma ist nach durchgeführter Liquidation erloschen.

Neuenburg — Neuchâtel — Neuchâtel

Bureau de Cernier (district du Val-de-Ruz)

10. Januar 1944. Boulangerie, etc.

Marcelle Renaud, à Cernier, pâtisserie, boulangerie, denrées coloniales et fabrication et vente du produit Lévinos pour la panification (FOSC. du 19 août 1936, n° 193, page 2008). La raison est radiée par suite de cessation de commerce. La suite des affaires est reprise, dès le 1^{er} janvier 1944, par la maison «G. Renaud, succ. de M. Renaud», à Cernier, inscrite ci-après.

10. Januar 1944. Boulangerie, etc.

G. Renaud, succ. de M. Renaud, à Cernier. Le chef de cette raison individuelle est Georges-André Renaud, fils de Tell, de Corcelles-Cormondrèche et Neuchâtel, à Cernier. La maison a repris, dès le 1^{er} janvier 1944, la suite des affaires de la raison «Marcelle Renaud», à Cernier, radiée ci-dessus. Boulangerie, pâtisserie, tea-room et denrées coloniales.

Bureau de La Chaux-de-Fonds

7. janvier 1944. Confections, etc.

Mme Jaccard, à La Chaux-de-Fonds, vente de confections, lingerie, bonneterie, mercerie (FOSC. du 25 juin 1943, n° 145). Cette raison est radiée ensuite de cessation de commerce.

7. janvier 1944. Gyserie, peinture.

Willy Boillat, à La Chaux-de-Fonds. Le chef de la maison est Willy-Gaston Boillat, de La Chaux (Berne), à La Chaux-de-Fonds. Entreprise de gyserie-peinture. Rue de Beau-Site 3.

11. janvier 1944. Lithographie, imprimerie, etc.

Häfeli et Cie, société en commandite à La Chaux-de-Fonds, lithographie, imprimerie, reliure, photogravure et galvanoplastie (FOSC. du 1^{er} juin 1942, n° 123). L'associé indéfiniment responsable Jean Häfeli engage dorénavant la société par sa signature individuelle au même titre que les autres associés Georges et Pierre Häfeli (déjà inscrits).

Bureau du Locle

11. janvier 1944. Hôtel.

Rocco Parnigoni, au Locle, exploitation de l'Hôtel de la Croix d'Or et parqueterie (FOSC. du 29 septembre 1930, n° 227, page 1984). Le chef de la maison a renoncé à la parqueterie.

11. janvier 1944.

Fabriques des montres Zénith S.A. (Zenith Watch Manufacturing Ltd.), au Locle (FOSC. du 3 novembre 1942, n° 256, page 2516). Le conseil d'administration a conféré la procuration à Joseph Maigne, de Geroldswil (Zurich); André Robert, de La Chaux-de-Fonds et du Locle, et Walter Moschel, de Gipf-Oberfrick (Argovie), tous domiciliés au Locle, lesquels signeront collectivement à deux avec l'un des ayants droit déjà inscrits.

Bureau de Môtiers (district du Val-de-Travers)

11. janvier 1944. Entreprise de bâtiment.

Emile Storni, aux Verrières, entreprise de bâtiment (FOSC. du 3 février 1939, n° 28, page 244). Cette raison est radiée ensuite de remise de commerce. L'actif et le passif sont repris par la société en nom collectif «Storni et fils», aux Verrières.

11. janvier 1944. Maçonnerie, carrelages, etc.

Storni et fils, aux Verrières. Sous cette raison sociale, Emile Storni et ses fils Angelo Storni et Guido Storni, tous trois de Sala Capriasca (Tessin), domiciliés aux Verrières, ont constitué une société en nom collectif commençant le 1^{er} janvier 1944. La société reprend l'actif et le passif de la maison «Emile Storni», aux Verrières, radiée. Entreprise de bâtiments, soit spécialement maçonnerie, terrassements et carrelages. Bureau: Grand Bourgeau 115.

Bureau de Neuchâtel

11. janvier 1944. Machines à tricoter.

Mader et Miesch, à Neuchâtel. David-Henri Mader, de Neuenegg (Berne), à Neuchâtel, et Walther Miesch, de Bâle et Nuglar (Soleure), à Clarens, commune du Châtelard (Vaud), ont constitué, sous cette raison sociale, une société en nom collectif qui a commencé le 1^{er} janvier 1944. Exploitation des brevets relatifs à la machine à tricoter «MAMI». Prébarreau 25.

11. janvier 1944.

Société Immobilière de la Minoterie, à Serrières, commune de Neuchâtel (FOSC. du 21 novembre 1942, n° 272, page 2668). Suivant décision et procès-verbal authentique du 3 décembre 1943, l'assemblée générale des actionnaires a révisé les statuts, notamment pour les adapter aux dispositions du Code des obligations. La raison sociale sera désormais: **Société Immobilière des Fabriques de Tabac Réunies S.A.** Les publications de la société ont lieu dans la Feuille officielle suisse du commerce. Les autres modifications ne sont pas soumises à publication.

Genf — Genève — Ginevra

11. janvier 1944. Café-brasserie.

M. Lavtizer, à Genève. Le chef de la maison est Martha-Frida Lavtizer, de Buttes (Neuchâtel), à Genève. Exploitation d'un café-brasserie-restaurant, à l'enseigne: «Café-Brasserie de la Tour-de-l'Île». Rue de la Tour-de-l'Île 1.

11. janvier 1944. Textiles, toiles, trousseaux, etc.

Maison du Rhône P. Rhonheimer, à Genève, représentation et commerce de textiles, toiles, trousseaux, lainages, confections pour hommes et dames (FOSC. du 1^{er} février 1943, page 252). Le titulaire Peter Rhonheimer et son épouse Sura Rhonheimer, née Finkelberg, ont adopté, par contrat, le régime de la séparation de biens. La procuration conférée à Sura Rhonheimer est éteinte.

11. janvier 1944. Immeubles.

Société de construction du Tréfle vert, à Genève, société anonyme (FOSC. du 17 mars 1942, page 617). Suivant procès-verbal authentique de son assemblée générale du 30 décembre 1943, la société a décidé qu'elle sera à l'avenir administrée par un conseil d'administration composé d'un ou de plusieurs membres, et qu'elle sera engagée par la signature de l'administrateur unique ou par la signature collective de deux administrateurs. Les statuts ont été modifiés en conséquence, ainsi que sur un autre point non soumis à publication. Le capital social de 30 000 fr. est entièrement libéré. Le conseil d'administration est actuellement composé de Jean-Jacques L'Huillier, président (insert), et Adèle Bertrand, de Carouge, à Genève, lesquels signent collectivement. Les administrateurs Pierre L'Huillier et Eugène Momo, secrétaire, sont démissionnaires, leurs pouvoirs sont éteints.

11. janvier 1944.

Société Immobilière Triton, lettre B, à Genève, société anonyme (FOSC. du 1^{er} juin 1943, page 1241). Charles-E. Bourcart, de Richterswil (Zurich) et de Bâle, à Bâle, a été nommé unique administrateur; il signe individuellement. Les administrateurs Fritz Sandmeier et Adolphe Raviola sont démissionnaires; leurs pouvoirs sont éteints.

11. janvier 1944. Mécanique fine.

Tavaro S.A., à Genève (FOSC. du 27 avril 1943, page 936). Jacques-Louis Bosonnet, de Schaffhouse, à Genève, a été nommé fondé de pouvoir. Il engage la société en signant collectivement avec un administrateur-délégué ou avec un sous-directeur. La procuration collective conférée à Hans Arni, ingénieur en chef, est éteinte.

11. janvier 1944.

Fonds de Prévoyance pour Employés et Ouvriers de Tavaro S.A., à Genève, fondation (FOSC. du 2 mai 1941, page 856). Ernest Brugger, d'Auenstein (Argovie), à Genève, a été nommé membre du conseil de fondation, avec signature collective à deux, en remplacement de Hans Schmoeker, dont les pouvoirs sont éteints.

11. janvier 1944.

Société Immobilière Quai des Forces Motrices, à Genève, société anonyme (FOSC. du 6 mars 1926, page 410). Le conseil d'administration est composé de: Gerald Bourquin, président, de Vernier, à Châtellaine, commune de Vernier, et Jacques-Théodore-Ernest Bordier, secrétaire, de Genève, à Veyrier, lesquels signent collectivement. L'administrateur Auguste Béraud a démissionné; ses pouvoirs sont éteints. Nouvelle adresse de la société: Rue du Vieux-College 8, régie Barraud et Bordier.

Eidgenössisches Amt für geistiges Eigentum

Bureau fédéral de la propriété intellectuelle — Ufficio federale della proprietà intellettuale

Marken — Marques — Marche

Eintragungen — Enregistrements — Iscrizioni

N° 105961. Date de dépôt: 6 novembre 1943, 12 h.
Lucie Borel, Le Moulin, Bevaix (Neuchâtel, Suisse).
Marque de fabrique et de commerce.

Briquets, crayons automatiques avec mines de différentes couleurs.

VICTORY

Nr. 105962. Hinterlegungsdatum: 17. November 1943, 20 Uhr.
Waertli & Co., Bureaubedarf, Vordere Vorstadt 9, Aarau (Schweiz).
Handelsmarke.

Bureaubedarf.

werco

Nr. 105963. Hinterlegungsdatum: 18. November 1943, 7 Uhr.
 Jakob Kolb, Förrlibuckstrasse 185, Zürich 5 (Schweiz).
 Fabrikmarke.

Seifenflocken, Seifenspäne mit Borax, Seifenprodukte aller Art und chemisch-technische Artikel, d. h. Reinigungsmittel und Bodenwischseifenprodukte.
 Toiletteseifen, Kernseifen, Stahlspäne.

Weisse Taube



für feine Näsche

J. Kolb, Seifenfabrik, Zürich.

Nr. 105964. Hinterlegungsdatum: 18. November 1943, 7 Uhr.
 Jakob Kolb, Förrlibuckstrasse 185, Zürich 5 (Schweiz).
 Fabrikmarke. — (Erneuerung der Marke Nr. 54450. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 23. Juni 1943 an.)

Seifenprodukte, mit Ausnahme von Toiletteseifen und kosmetischen Seifenprodukten; chemisch-technische Artikel, Speisefette und Öle.

Lilia

Nr. 105965. Date de dépôt: 27 novembre 1943, 11¼ h.
 Rusillon & Petit, Rue du Simplon 18, Lausanne (Suisse).
 Marque de fabrique et de commerce.

Eplucheurs.

CASTOR

Nr. 105966. Hinterlegungsdatum: 3. Dezember 1943, 11 Uhr.
 Stauffer & Co., Schauplatzgasse 7, Bern (Schweiz).
 Fabrik- und Handelsmarke.

Pharmazeutische Produkte, Balsam, Apéritifs, Wein und Spirituosen, ausgenommen Bier.

Bären Ours

Nr. 105967. Hinterlegungsdatum: 3. Dezember 1943, 11 Uhr.
 Stauffer & Co., Schauplatzgasse 7, Bern (Schweiz).
 Fabrik- und Handelsmarke.

Farbwaren aller Art, Lacke, Stoff-Farben, Textilhilfsmittel, chemische Produkte für Färbereizwecke, Reklameartikel.

Bébé-Color

Nr. 105968. Hinterlegungsdatum: 3. Dezember 1943, 11 Uhr.
 Stauffer & Co., Schauplatzgasse 7, Bern (Schweiz).
 Fabrik- und Handelsmarke.

Farbwaren aller Art, Lacke, Siccatis, Malereiartikel.

Foehn

Nr. 105969. Date de dépôt: 4 décembre 1943, 10 h.
 «Lysoform» Société Suisse d'Antiseptie, Rue de Genève 8, Lausanne (Suisse). — Marque de fabrique.

Produit pharmaceutique à l'usage interne.

EPHYLAZONE

Nr. 105970. Hinterlegungsdatum: 17. Dezember 1943, 7 Uhr.
 R. Müller & Cie. Aktiengesellschaft, Oholten, Seon (Aargau, Schweiz).
 Fabrik- und Handelsmarke.

Baumwoll-, Seiden-, Kunstseiden-, Zellwoll-, Leinen- und Wollgewebe.

REMCOFIL

Nr. 105971. Hinterlegungsdatum: 17. Dezember 1943, 7 Uhr.
 R. Müller & Cie. Aktiengesellschaft, Oholten, Seon (Aargau, Schweiz).
 Fabrik- und Handelsmarke.

Baumwoll-, Seiden-, Kunstseiden-, Zellwoll-, Leinen- und Wollgewebe.

REMCOSA

Nr. 105972. Hinterlegungsdatum: 17. Dezember 1943, 7 Uhr.
 R. Müller & Cie. Aktiengesellschaft, Oholten, Seon (Aargau, Schweiz).
 Fabrik- und Handelsmarke.

Baumwoll-, Seiden-, Kunstseiden-, Zellwoll-, Leinen- und Wollgewebe.

REMCOTEX

Nr. 105973. Date de dépôt: 22 décembre 1943, 19 h.
 Société Anonyme Rinsoz & Cie et Ormond, Rue du Collège 19, Vevey (Suisse). — Marque de fabrique. — (Renouvellement de la marque n° 55377. Le délai de protection résultant du renouvellement court depuis le 11 décembre 1943.)

Tabacs bruts, à fumer, à priser, à chiquer, cigares, cigarettes, papier à cigarettes, extrait de tabac concentré, nicotine et ses composés chimiques, tous autres produits du tabac.



Nr. 105974. Hinterlegungsdatum: 3. Januar 1944, 16 Uhr.
 Lotus, Limited, Sandon Road 133, Stafford (Grossbritannien).
 Fabrikmarke. — (Erneuerung der Marke Nr. 55762. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 3. Januar 1944 an.)

Stiefel, Schuhe und Pantoffeln.



Nr. 105975. Date de dépôt: 4 janvier 1944, 17 h.
 Dr. A. Wander SA., Berne (Suisse).
 Marque de fabrique et de commerce. — (Renouvellement de la marque n° 56664. Le délai de protection résultant du renouvellement court depuis le 4 janvier 1944.)

Pré: on alimentaire diététique contenant des œufs et du malt.



Nr. 105976. Hinterlegungsdatum: 4. Januar 1944, 17 Uhr.
 Dr. A. Wander AG., Bern (Schweiz). — Fabrik- und Handelsmarke. — (Erneuerung der Marke Nr. 56665. Die Schutzfrist aus der Erneuerung läuft vom 4. Januar 1944 an.)

Pharmazeutische Präparate.

GOLDHAMMER-PILLEN

Nr. 105977. Hinterlegungsdatum: 4. Januar 1944, 17 Uhr.
Dr. A. Wander AG., Bern (Schweiz). — Fabrik- und Handelsmarke. —
(Erneuerung der Marke Nr. 57064. Die Schutzfrist aus der Erneuerung
läuft vom 4. Januar 1944 an.)

Pharmazeutische und diätetische Präparate und Nahrungsmittel.

GLOMA PUR

Nr. 105978. Hinterlegungsdatum: 4. Januar 1944, 17 Uhr.
Dr. A. Wander AG., Bern (Schweiz). — Fabrik- und Handelsmarke. —
(Erneuerung der Marke Nr. 57065. Die Schutzfrist aus der Erneuerung
läuft vom 4. Januar 1944 an.)

Calcium enthaltende pharmazeutische und diätetische Präparate und
Nahrungsmittel.

CALCIO=GLOMA

Nr. 105979. Hinterlegungsdatum: 4. Januar 1944, 17 Uhr.
Dr. A. Wander AG., Bern (Schweiz). — Fabrik- und Handelsmarke. —
(Erneuerung der Marke Nr. 57066. Die Schutzfrist aus der Erneuerung
läuft vom 4. Januar 1944 an.)

Eisen enthaltende pharmazeutische und diätetische Präparate und Nähr-
mittel.

FERRO=GLOMA

Nr. 105980. Hinterlegungsdatum: 4. Januar 1944, 17 Uhr.
Dr. A. Wander AG., Bern (Schweiz). — Fabrik- und Handelsmarke. —
(Erneuerung der Marke Nr. 57067. Die Schutzfrist aus der Erneuerung
läuft vom 4. Januar 1944 an.)

Glycerin enthaltende pharmazeutische und diätetische Präparate und
Nahrungsmittel.

GLYCERO=GLOMA

Nr. 105981. Hinterlegungsdatum: 4. Januar 1944, 17 Uhr.
Dr. A. Wander AG., Bern (Schweiz). — Fabrik- und Handelsmarke. —
(Erneuerung der Marke Nr. 57068. Die Schutzfrist aus der Erneuerung
läuft vom 4. Januar 1944 an.)

Pharmazeutische und diätetische Präparate und Nahrungsmittel.

GUAYA=GLOMA

Nr. 105982. Hinterlegungsdatum: 4. Januar 1944, 17 Uhr.
Dr. A. Wander AG., Bern (Schweiz). — Fabrik- und Handelsmarke. —
(Erneuerung der Marke Nr. 57069. Die Schutzfrist aus der Erneuerung
läuft vom 4. Januar 1944 an.)

Pharmazeutische und diätetische Präparate und Nahrungsmittel.

HAEMO=GLOMA

Nr. 105983. Hinterlegungsdatum: 4. Januar 1944, 17 Uhr.
Dr. A. Wander AG., Bern (Schweiz). — Fabrik- und Handelsmarke. —
(Erneuerung der Marke Nr. 57070. Die Schutzfrist aus der Erneuerung
läuft vom 4. Januar 1944 an.)

Jod enthaltende pharmazeutische und diätetische Präparate und Nähr-
mittel.

iodo=GLOMA

Nr. 105984. Date de dépôt: 4 janvier 1944, 17 h.
Dr. A. Wander SA., Berne (Suisse).
Marque de fabrique et de commerce. — (Renouvellement de la marque
n° 57199. Le délai de protection résultant du renouvellement court
depuis le 4 janvier 1944.)

Préparation cosmétique et pharmaceutique.

DENTART

Nr. 105985. Date de dépôt: 4 janvier 1944, 17 h.
Dr. A. Wander SA., Berne (Suisse).
Marque de fabrique et de commerce. — (Renouvellement de la marque
n° 57200. Le délai de protection résultant du renouvellement court
depuis le 4 janvier 1944.)

Préparation pharmaceutique et diététique renfermant de l'huile de foie
de morue et du malt.

JECOMALT

Nr. 105986. Date de dépôt: 4 janvier 1944, 17 h.
Dr. A. Wander SA., Berne (Suisse).
Marque de fabrique et de commerce. — (Renouvellement de la marque
n° 57201. Le délai de protection résultant du renouvellement court
depuis le 4 janvier 1944.)

Préparation pharmaceutique et diététique.

JEMA

Nr. 105987. Date de dépôt: 4 janvier 1944, 17 h.
Dr. A. Wander SA., Berne (Suisse).
Marque de fabrique et de commerce. — (Renouvellement de la marque
n° 57508. Le délai de protection résultant du renouvellement court
depuis le 4 janvier 1944.)

Préparations pharmaceutiques et médicinales.

LACVAX

Nr. 105988. Date de dépôt: 4 janvier 1944, 17 h.
Dr. A. Wander SA., Berne (Suisse).
Marque de fabrique et de commerce. — (Renouvellement de la marque
n° 57845. Le délai de protection résultant du renouvellement court
depuis le 4 janvier 1944.)

Préparations diététiques et pharmaceutiques contenant de l'huile de foie
de morue et du malt.

CODMALT

Nr. 105989. Date de dépôt: 4 janvier 1944, 17 h.
Dr. A. Wander SA., Berne (Suisse).
Marque de fabrique et de commerce. — (Renouvellement de la marque
n° 57933. Le délai de protection résultant du renouvellement court
depuis le 4 janvier 1944.)

Préparations pharmaceutiques et cosmétiques.

CLOSOS

Nr. 105990. Date de dépôt: 4 janvier 1944, 17 h.
Dr. A. Wander SA., Berne (Suisse).
Marque de fabrique et de commerce. — (Renouvellement de la marque
n° 57934. Le délai de protection résultant du renouvellement court
depuis le 4 janvier 1944.)

Préparations pharmaceutiques et cosmétiques.

SAVOS

Nr. 105991. Hinterlegungsdatum: 1. Januar 1944, 12 Uhr.
F. Hoffmann-La Roche & Co. Aktiengesellschaft, Basel (Schweiz).
Fabrikmarke. — (Erneuerung der Marke Nr. 55845. Die Schutzfrist
aus der Erneuerung läuft vom 1. Januar 1944 an.)

Arzneimittel, chemische Produkte für technische, hygienische und wissen-
schaftliche Zwecke, pharmazeutische Präparate und Drogen, Pflaster, Ver-
bandstoffe, Konservierungsmittel für Lebensmittel, Desinfektionsmittel,
kosmetische Präparate, Öle, Parfümerien, Seifen, diätetische Nahrungsmittel.

PROCOLON

Nr. 105992. Hinterlegungsdatum: 1. Januar 1944, 12 Uhr.
F. Hoffmann-La Roche & Co. Aktiengesellschaft, Basel (Schweiz).
Fabrikmarke. — (Erneuerung der Marke Nr. 55914. Die Schutzfrist
aus der Erneuerung läuft vom 1. Januar 1944 an.)

Arzneimittel, chemische Produkte für technische, hygienische und wissen-
schaftliche Zwecke, pharmazeutische Präparate und Drogen, Pflaster, Ver-
bandstoffe, Konservierungsmittel für Lebensmittel, Desinfektionsmittel,
kosmetische Präparate, Öle, Parfümerien, Seifen, diätetische Nahrungsmittel.

ASTIPAN

Nr. 105993. Hinterlegungsdatum: 1. Januar 1944, 12 Uhr.
F. Hoffmann-La Roche & Co. Aktiengesellschaft, Basel (Schweiz).
Fabrikmarke. — (Erneuerung der Marke Nr. 55915. Die Schutzfrist
aus der Erneuerung läuft vom 1. Januar 1944 an.)

Arzneimittel, chemische Produkte für technische, hygienische und wissen-
schaftliche Zwecke, pharmazeutische Präparate und Drogen, Pflaster, Ver-
bandstoffe, Konservierungsmittel für Lebensmittel, Desinfektionsmittel,
kosmetische Präparate, Öle, Parfümerien, Seifen, diätetische Nahrungsmittel.

DESTIPOL

Uebertragungen — Transmissions

Nr. 57876. — Hegetschweiler & Baur, Wädenswil (Schweiz). — Ueber-
tragung an Obuka-Aktiengesellschaft, Gümligen bei Bern (Schweiz). —
Eingetragen am 12. Januar 1944.

Nr. 73732. — Louis Meyer, Walzenhausen (Schweiz). — Uebertragung an
Meyo A.-G., Walzenhausen (Schweiz). — Eingetragen am 12. Januar
1944.

Andere, durch Gesetz oder Verordnung zur Veröffentlichung im SHAB. vorgeschriebene Anzeigen — Autres avis, dont la publication est prescrite dans la FOSC, par des lois ou ordonnances

Bundesratsbeschluss

betreffend die Allgemeinverbindlicherklärung im Zentralheizungs-gewerbe am 14. Juli 1943 vereinbarten Teuerungs- und Kinderzulage (Vom 10. Januar 1944)

Der schweizerische Bundesrat, nach Prüfung des Antrages des Vereins schweizerischer Zentralheizungsindustrieller, des Schweizerischen Spenglermeister- und Installateurverbandes, des Schweizerischen Metall- und Uhrenarbeiterverbandes, des Schweizerischen Verbandes evangelischer Arbeiter und Angestellter und des Landesverbandes freier Schweizer Arbeiter auf Allgemeinverbindlicherklärung der am 14. Juli 1943 zwischen den genannten Verbänden abgeschlossenen Vereinbarung über die Ausrichtung einer Teuerungs- und Kinderzulage im schweizerischen Zentralheizungs-gewerbe, gestützt auf Artikel 3, Absatz 2, des Bundesbeschlusses vom 22. Juni 1943 über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen, beschliesst:

Art. 1. Von der Vereinbarung vom 14. Juli 1943 über die Gewährung einer Teuerungs- und Kinderzulage im schweizerischen Zentralheizungs-gewerbe werden folgende Bestimmungen allgemeinverbindlich erklärt:

1. **Teuerungszulagen.** Im Zentralheizungs-gewerbe wird allen Arbeitern, ausgenommen den Lehrlingen, eine Teuerungszulage von 36 Rappen pro Stunde gewährt. Diese Zulage ist grundsätzlich auf den am 1. September 1939 bezahlten Grundlohn zu entrichten, wobei Lohnerhöhungen, die mit Bezug auf die Verteuerung der Lebenshaltung seit diesem Zeitpunkt erfolgten, mit der Teuerungszulage verrechnet werden können. Erhöhungen der Grundlöhne, die seit dem 1. September 1939 durch den Abschluss von Gesamtarbeitsverträgen sowie infolge Höherbewertung der individuellen Leistung erfolgten, dürfen mit der Teuerungszulage jedoch nicht verrechnet werden.

2. **Kinderzulagen.** Darüber hinaus leisten die Arbeitgeber eine Prämie von 4 Rappen pro Arbeiter und Stunde, die zur Ausrichtung einer Kinderzulage dient.

Diese Kinderzulage beträgt für alle verheirateten und verwitweten Arbeiter 4 Rappen pro Stunde und Kind unter 18 Jahren und wird durch den Arbeitgeber direkt ausgerichtet.

3. **Ausgleichskasse.** Die Verrechnung der vereinbarten Arbeitgeberprämien mit den ausbezahlten Kinderzulagen erfolgt durch die Kinderzulagen-Ausgleichskassen des Vereins schweizerischer Zentralheizungsindustrieller oder des Schweizerischen Spenglermeister- und Installateurverbandes. Arbeitgeber, die von der Allgemeinverbindlicherklärung betroffen werden, jedoch weder im einen noch im andern der beiden Verbände organisiert sind, werden der Ausgleichskasse des Vereins schweizerischer Zentralheizungsindustrieller angeschlossen.

Die von der Allgemeinverbindlicherklärung betroffenen Arbeitgeber haben der Ausgleichskasse gemäss dem Kassenreglement eine Abrechnung einzureichen, umfassend die Arbeitgeberprämien (Ziff. 2, Abs. 1) und die direkt ausbezahlten Kinderzulagen (Ziff. 2, Abs. 2). Allfällige Überschüsse sind an die Ausgleichskasse abzuliefern, die ihrerseits Ausfälle zu decken hat.

4. **Mittagszulagen.** Bei auswärtigen Arbeiten, die eine tägliche Heimreise, jedoch nicht die Heimkehr über die Mittagszeit ermöglichen, ist das Mittagessen mit Fr. 2.20 zu vergüten.

5. **Tageszulagen.** Bei auswärtigen Arbeiten, bei denen eine tägliche Heimkehr nicht erfolgen kann, wird dem verheirateten und ledigen Monteur mit familienrechtlicher Unterstützungspflicht eine Zulage von Fr. 6.50, dem ledigen Monteur ohne Unterstützungspflicht eine solche von Fr. 5.30 ausgerichtet.

Art. 2. Die Allgemeinverbindlichkeit erstreckt sich auf das gesamte schweizerische Zentralheizungs-gewerbe, inbegriffen die gemischten Betriebe des sanitären Installations-gewerbes, denen eine Abteilung für Heizungsinstallations angeschlossen ist, soweit diese Betriebe nicht bereits von dem Bundesratsbeschluss vom 23. November 1943 betreffend die Allgemeinverbindlicherklärung der im Spengler- und Installations-gewerbe am 30. Juni 1943 vereinbarten Teuerungs- und Kinderzulagen erfasst werden.

Für Arbeitgeber und Arbeitnehmer, die von dem Gesamtarbeitsvertrag vom 30. November 1936 für das Zentralheizungs-gewerbe von Basel-Stadt erfasst werden, richten sich die Ansätze für die Mittags- und Tageszulagen nach den in diesem Gesamtarbeitsvertrag enthaltenen Bestimmungen.

Die Allgemeinverbindlichkeit tritt mit der Veröffentlichung dieses Beschlusses in Kraft und dauert bis zum 31. Dezember 1944.

Art. 3. Die zur Durchführung des Ausgleichs geschaffene, durch den Verein schweizerischer Zentralheizungsindustrieller geführte Ausgleichskasse (Art. 1, Ziff. 3) hat eigene juristische Persönlichkeit.

Die Ausgleichskasse hat die Rechnung über ihre bisherigen Einnahmen und Ausgaben abzuschliessen und vom Datum der Allgemeinverbindlicherklärung an bis zu deren Ausserkraftsetzung über ihre Einnahmen und Ausgaben und über das Rechnungs-verhältnis der Kasse zu jedem einzelnen ihr angeschlossenen Arbeitgeber gesondert Buch zu führen.

Von der gegenwärtigen Fassung des Reglements dieser Kasse wird in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen, wobei nachstehende Vorbehalte anzubringen sind:

- Das Reglement darf während der Geltungsdauer der Allgemeinverbindlichkeit nur mit Gutheissung des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements abgeändert werden.
- Die Organe des Departements haben das Recht, von den Rechnungsbüchern der Ausgleichskasse an Ort und Stelle Einsicht zu nehmen.
- Dem Departement steht überdies das Recht zu, zur Wahrung der Interessen der Nichtmitglieder der vertragschliessenden Verbände jederzeit, insbesondere auch im Falle der Liquidation der Ausgleichskasse, gegenüber dieser die erforderlichen Anordnungen zu treffen.
- Die Errichtung regionaler Zweigstellen ist zulässig; jedoch bedarf es für die Angliederung der Nichtverbandsmitglieder an diese Zweigstellen der Zustimmung des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements. (AA. 11)

Bern, den 10. Januar 1944.

Im Namen des schweizerischen Bundesrates,
für den Bundespräsident: Kobelt;
der Bundeskanzler: Lelmgriber.

Arrêté du Conseil fédéral

donnant force obligatoire générale à l'allocation de renchérissement et à l'allocation pour enfants convenues le 14 juillet 1943 pour les ouvriers d'installation de chauffages centraux (Du 10 janvier 1944)

Le Conseil fédéral suisse, vu la demande de la Société suisse des constructeurs de chauffages centraux, de l'Association suisse des maîtres ferblantiers et appareilleurs, de la Fédération suisse des ouvriers sur métaux et horlogers, de l'Association suisse des ouvriers et employés protestants et de l'Union suisse des syndicats autonomes tendante à ce que force obligatoire générale soit donnée à la convention conclue entre elles le 14 juillet 1943 concernant le versement d'une allocation de renchérissement et d'une allocation pour enfants aux ouvriers d'installation de chauffages centraux; vu l'article 3, 2^e alinéa, des arrêtés fédéraux du 1^{er} octobre 1941 et 23 juin 1943 permettant de donner force obligatoire générale aux contrats collectifs de travail, arrête:

Article premier. Force obligatoire générale est donnée aux clauses suivantes de la convention du 14 juillet 1943 concernant le versement d'une allocation de renchérissement et d'une allocation pour enfants aux ouvriers d'installation de chauffages centraux:

1. **Allocation de renchérissement.** Il est accordé à tous les ouvriers d'installation de chauffages centraux, excepté aux apprentis, une allocation de renchérissement de 36 ct. par heure.

Elle se verse, en principe, sur les salaires de base tels qu'ils étaient le 1^{er} septembre 1939, les relèvements accordés depuis cette date en raison du renchérissement de la vie se compensant avec elle. Les augmentations de salaires de base qui ont eu lieu depuis

le 1^{er} septembre 1939 par suite de la conclusion de contrats collectifs de travail ou d'une réappréciation de la capacité individuelle ne doivent cependant pas se compenser avec l'allocation de renchérissement.

2. **Allocations pour enfants.** Les patrons versent de plus une prime de 4 ct. par ouvrier et par heure destinée au paiement d'une allocation pour enfants.

Cette allocation, qui est de 4 ct. par heure et par enfant de moins de 18 ans, est due à tous les ouvriers mariés ou veufs; elle est versée directement par le patron.

3. **Caisse de compensation.** La compensation des primes perçues des patrons avec les allocations pour enfants versées aux ouvriers se fait par l'organe de la caisse de compensation pour allocations familiales de la Société suisse des constructeurs de chauffages centraux ou de celle de l'Association suisse des maîtres ferblantiers et appareilleurs. Les patrons auxquels s'applique la déclaration de force obligatoire générale et qui n'appartiennent ni à l'un ni à l'autre de ces deux groupements seront rattachés à la caisse de compensation de la Société suisse des constructeurs de chauffages centraux.

Les patrons auxquels s'applique la déclaration de force obligatoire générale doivent remettre à la caisse de compensation, selon le règlement de celle-ci, un décompte indiquant le montant des primes patronales (chiffre 2, 1^{er} alinéa) et le montant des allocations pour enfants payées directement (chiffre 2, 2^e alinéa). Le cas échéant, l'excédent des primes patronales doit être versé à la caisse de compensation qui, de son côté, prend à sa charge l'excédent des allocations pour enfants.

4. **Indemnités pour repas de midi.** Lorsque les travaux au dehors permettent le retour quotidien à la maison mais non pas le retour à midi, il est dû une indemnité de 2 fr. 20 pour le repas de midi.

5. **Indemnité journalière.** Lorsque les travaux au dehors ne permettent pas le retour quotidien à la maison, il est dû une indemnité journalière de 6 fr. 50 au monteur marié ou célibataire ayant charge de famille et de 5 fr. 30 au monteur célibataire sans charge de famille.

Art. 2. La déclaration de force obligatoire générale s'applique, sur tout le territoire suisse, aux établissements appartenant à la profession d'installations de chauffages centraux, y compris les établissements mixtes de la branche d'installations sanitaires qui ont une section affectée à l'installation de chauffages centraux, en tant que ces établissements ne tombent pas déjà sous les termes de l'arrêté du Conseil fédéral du 23 novembre 1943 donnant force obligatoire générale à l'allocation de renchérissement et à l'allocation pour enfants convenues le 30 juin 1943 pour les ouvriers ferblantiers et appareilleurs.

Pour les patrons et les ouvriers qui sont liés par le contrat collectif de travail du 30 novembre 1936 pour la branche d'installations de chauffages centraux de Bâle-Ville, les taux de l'indemnité pour repas de midi et de l'indemnité journalière se fixent selon les clauses de ce contrat.

La déclaration de force obligatoire générale entrera en vigueur le jour où le présent arrêté sera publié; elle aura effet jusqu'au 31 décembre 1944.

Art. 3. La caisse de compensation de la Société suisse des constructeurs de chauffages centraux (article 1^{er}, chiffre 3) a la personnalité juridique.

La caisse de compensation arrêtera le compte des recettes et des dépenses qu'elle a eues jusqu'à présent; à dater de la déclaration de force obligatoire générale et jusqu'à ce que celle-ci cesse d'être en vigueur, elle tiendra comptabilité de ses recettes et de ses dépenses et de ses opérations avec chacun des employeurs qui lui sont rattachés.

Il est pris approbativement connaissance du texte du règlement de la caisse, sous réserve des dispositions suivantes:

- Tant que la déclaration de force obligatoire générale aura effet, le règlement ne pourra être modifié sans l'assentiment du Département fédéral de l'économie publique.
- Les organes du département ont le droit de prendre connaissance sur place des livres de comptabilité de la caisse.
- Le département a en outre la faculté de prendre envers la caisse toute mesure propre à sauvegarder les intérêts des employeurs et ouvriers qui ne font pas partie des groupements contractants, en particulier en cas de liquidation.
- La caisse de compensation peut instituer des succursales régionales; les patrons et ouvriers qui ne font pas partie des groupements contractants ne pourront être rattachés à ces succursales qu'avec l'assentiment du Département fédéral de l'économie publique.

Berne, le 10 janvier 1944.

Au nom du Conseil fédéral suisse,
pour le président de la Confédération: Kobelt;
le chancelier de la Confédération: Lelmgriber.

Decreto del Consiglio federale

concernante il conferimento del carattere obbligatorio generale ad un'indennità di rincaro e ad un assegno per i figli, convenuti il 14 luglio 1943 per gli operai installatori di riscaldamento centrali

(Del 10 gennaio 1944)

Il Consiglio federale svizzero, vista la domanda della Società svizzera dei costruttori di riscaldamento centrali, dell'Associazione svizzera dei padroni lattonieri e installatori idraulici, della Federazione svizzera degli operai metallurgici e orologiai, dell'Associazione svizzera degli operai ed impiegati evangelici e dell'Unione sindacale svizzera degli operai indipendenti, intesa ad ottenere che l'accordo stipulato fra le precitate associazioni il 14 luglio 1943 circa il versamento d'una indennità di rincaro e di un assegno per i figli agli operai installatori di riscaldamento centrali sia dichiarato di carattere obbligatorio generale; visto l'articolo 3, capoverso 2^o, del decreto federale del 23 giugno 1943 concernente il conferimento del carattere obbligatorio generale ai contratti collettivi di lavoro, decreta:

Art. 1. Le seguenti stipulazioni dell'accordo del 14 luglio 1943 circa il versamento d'una indennità di rincaro e di un assegno per i figli agli operai installatori di riscaldamento centrali sono dichiarate di carattere generale:

1. **Indennità di rincaro.** Nel ramo riscaldamento centrali sarà accordata a tutti gli operai, esclusi gli apprendisti, un'indennità di rincaro in ragione di 36 centesimi per ora di lavoro.

Quest'indennità dev'essere versata, in via di massima, in base ai salari pagati al 1^o settembre 1939 e compenserà così gli aumenti accordati dopo questa data a titolo di rincaro del costo della vita. Gli aumenti dei salari base avvenuti dopo il 1^o settembre 1939 in seguito alla conclusione di contratti collettivi di lavoro a un apprezzamento più elevato della capacità individuale, non devono però essere compensati con l'indennità di rincaro.

2. **Indennità per figli.** I datori di lavoro verseranno inoltre, quale assegno per figli, un importo di 4 centesimi per operaio e ora di lavoro.

Quest'indennità comporta, per tutti gli operai coniugati o vedovi 4 centesimi per ora di lavoro per figlio che abbia meno di 18 anni, e sarà pagata direttamente dal datore di lavoro.

3. **Cassa di compensazione.** La compensazione degli importi riscossi presso i datori di lavoro con le indennità per i figli pagate direttamente agli operai sarà fatta dalla cassa di compensazione, degli assegni per figli, della Società svizzera dei costruttori di riscaldamento centrali o dell'Associazione dei padroni lattonieri ed installatori idraulici. I datori di lavoro ai quali si applica la dichiarazione di conferimento del carattere obbligatorio generale, ma che non fanno parte né dell'una né dell'altra associazione summenzionata, saranno affiliate alla Società svizzera dei costruttori di riscaldamento centrali.

I datori di lavoro ai quali si applica la dichiarazione di conferimento del carattere obbligatorio generale devono rimettere alla cassa di compensazione, conformemente al suo regolamento, un rendiconto che comprenda, da una parte i loro importi (numero 2, cap. 1) e d'altra parte le indennità per figli da essi versate direttamente agli operai (numero 2, cap. 2). L'eccedenza eventuale dovrà essere versata alla cassa di compensazione la quale, da parte sua, deve coprire gli eventuali disavanzi.

4. **Indennità per la refezione di mezzogiorno.** Per i lavori fuori residenza che permettono di rincarare alla sera, ma non a mezzogiorno, l'operaio riceverà un'indennità di fr. 2.20 per il desinare.

5. **Indennità giornaliera.** Per i lavori fuori residenza che non permettono di rincarare almeno una volta al giorno, il montatore, coniugato o celibe, riceverà un'indennità giornaliera di fr. 6.50 se ha obblighi legali d'assistenza e di fr. 5.30 se celibe, senza obblighi legali d'assistenza.

Art. 2. Il conferimento del carattere obbligatorio generale si applica, su tutto il territorio svizzero, alle aziende d'installazione di riscaldamento centrali, comprese le aziende miste del ramo impianti sanitari che hanno un reparto per l'installazione di riscaldamento centrali, per quanto non sia applicabile il decreto del Consiglio federale del 23 novembre 1943 concernente il conferimento del carattere obbligatorio generale ad un'indennità di rincaro e ad un assegno per i figli, convenuti il 30 giugno 1943 nel mestiere del lattoniere e dell'installatore idraulico.

Per i datori di lavoro e i lavoratori che sottostanno al contratto collettivo di lavoro del 30 novembre 1936 per il ramo riscaldamento centrali di Basilea-Città, l'ammontare dell'indennità per il desinare e dell'indennità giornaliera è fissato secondo le disposizioni di detto contratto collettivo.

La dichiarazione di carattere obbligatorio generale entrerà in vigore con la pubblicazione del presente decreto e avrà effetto fino al 31 dicembre 1944.

Art. 3. La cassa di compensazione della Società svizzera dei costruttori di riscaldamento centrali (Art. 1, numero 3) ha propria personalità giuridica.

La cassa di compensazione chiuderà i conti delle sue entrate ed uscite che ha avuto fino ad oggi e, a contare dalla data del conferimento di carattere obbligatorio generale all'accordo fino a che esso cesserà di avere vigore, terrà una speciale registrazione delle entrate e delle uscite, come pure delle sue operazioni con ciascuno dei padroni a essa iscritti.

È stato preso conoscenza, nel senso che lo si approva, del testo del regolamento della cassa, con riserva delle seguenti disposizioni:

- Il regolamento, finché ha vigore il carattere obbligatorio generale, può venir modificato soltanto con l'approvazione del Dipartimento federale dell'economia pubblica.
- Gli organi del Dipartimento federale dell'economia pubblica hanno il diritto di esaminare sul posto i libri di contabilità della cassa.
- Il dipartimento ha inoltre il diritto — a protezione di coloro che non sono membri delle associazioni — in particolare, in caso di liquidazione della cassa di compensazione, di prendere di fronte a questa tutte le disposizioni necessarie.
- La cassa di compensazione può istituire delle succursali regionali; i padroni e gli operai che non sono membri delle associazioni contraenti possono venir affiliati a queste succursali soltanto con l'assenso del Dipartimento federale dell'economia pubblica.

Berna, 10 gennaio 1944.

In nome del Consiglio federale svizzero,
per il presidente della Confederazione: Kobelt;
il cancelliere della Confederazione: Lefmugruber.

Mitteilungen - Communications - Comunicazioni

Weisung Nr. 46

der Sektion für Schuhe, Leder und Kautschuk des Kriegs-Industrie- und -Arbeits-Amtes an die Schuhfabrikanten, die Grossisten und den Detailhandel betr. Bestandesaufnahme und Bezugssperre für Schuhwaren aller Art

(Vom 15. Januar 1944)

Die Sektion für Schuhe, Leder und Kautschuk, gestützt auf die Verfügung Nr. 32 des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements über die Sicherstellung der Versorgung von Volk und Heer mit technischen Rohstoffen, Halb- und Fertigfabrikaten (Produktions- und Verbrauchlenkung in der Leder- und Kautschukindustrie), vom 10. Oktober 1941, sowie auf die Verfügung Nr. 13 L des Kriegs-Industrie- und -Arbeits-Amtes über Schuhrationierung (Abgabe und Bezug von Schuhwaren), vom 16. Februar 1943, verfügt:

Art. 1. Bestandesaufnahme. Fabrikanten, Grossisten sowie Personen und Firmen des Detailhandels, die über rationierte oder nichtrationierte Schuhwaren verfügen, sind verpflichtet, mit Stichtag 1. März 1944 eine Bestandesaufnahme durchzuführen.

Das Ergebnis ist der Eidgenössischen Schuhkontrollstelle, Walchestrass 25, Zürich, auf den zu diesem Zwecke herausgegebenen Formularen bis spätestens den 5. März 1944 zu melden.

Art. 2. Verkaufssperre. Vom 27. Februar 1944, 00 Uhr, bis 1. März 1944, 24 Uhr, sind Abgabe und Bezug von Schuhwaren aller Art (rationiert oder nichtrationiert) zwischen Konsumenten einerseits und Fabrikanten, Grossisten und Detaillisten andererseits untersagt.

Detailgeschäfte, die nur Schuhwaren verkaufen, sowie Schuhwarenabteilungen von Warenhäusern sind während des im ersten Absatz genannten Zeitraumes gänzlich zu schliessen; bei Gemischtwarengeschäften ist nur der Verkauf von Schuhwaren während dieser Zeit gesperrt.

Während der Verkaufssperre ist auch jeder Warennumtausch verboten.

Art. 3. Liefersperre. Vom 22. Februar 1944, 00 Uhr, bis 1. März 1944, 24 Uhr, sind Abgabe und Bezug von rationierten und nichtrationierten Schuhwaren aller Art zwischen Fabrikanten, Grossisten und Händlern einerseits und Händlern andererseits (Engroslieferungen) untersagt.

Lieferungen, die vor dem 22. Februar 1944 vorgenommen werden, sind vom Empfänger entgegenzunehmen und in seine Bestandesaufnahme einzubeziehen.

Art. 4. Strafbestimmungen. Widerhandlungen gegen diese Weisung und die gestützt darauf erlassenen Ausführungsvorschriften und Einzelverfügungen werden gemäss Bundesratsbeschluss vom 24. Dezember 1941 über die Verschärfung der kriegswirtschaftlichen Strafbestimmungen und deren Anpassung an das Schweizerische Strafgesetzbuch bestraft.

Der Ausschluss von der Weiterbelieferung, der Entzug allfälliger Bewilligungen und die vorsorgliche Schliessung von Geschäften, Fabrikationsunternehmungen und anderen Betrieben bleiben vorbehalten.

Art. 5. Vollzug. Die Eidgenössische Schuhkontrollstelle wird mit dem Vollzug beauftragt.

12. 15. 1. 44.

Instructions n° 46

de la Section de la chaussure, du cuir et du caoutchouc de l'Office de guerre pour l'industrie et le travail aux fabricants, aux grossistes et aux détaillants de chaussures concernant l'inventaire des stocks de chaussures de tout genre; interdiction de livrer et d'acquiescer des chaussures

(Du 15 janvier 1944)

La Section de la chaussure, du cuir et du caoutchouc, vu l'ordonnance n° 32 du Département fédéral de l'économie publique, du 10 octobre 1941, tendant à assurer l'approvisionnement de la population et de l'armée en matières premières pour l'industrie et en produits mi-fabriqués et fabriqués (prescriptions sur la production et la consommation dans l'industrie du cuir et du caoutchouc), et l'ordonnance n° 13 L de l'Office de guerre pour l'industrie et le travail concernant le rationnement des chaussures (livraison et acquisition de chaussures), du 16 février 1943, arrête:

Article premier. Inventaire. Les fabricants, les grossistes, ainsi que les personnes ou entreprises de vente au détail qui possèdent des chaussures

rationnées ou non rationnées sont tenus d'en dresser l'inventaire à la date du 1^{er} mars 1944.

Le résultat de l'inventaire en question devra être transmis, jusqu'au 5 mars 1944 au plus tard, au Service fédéral du contrôle des chaussures, Walchestrass 25, à Zurich, sur les formules éditées à cet effet.

Art. 2. Interdiction de vente. Sont interdites, du 27 février 1944, à 00 h., au 1^{er} mars 1944, à 24 h., la livraison et l'acquisition de chaussures de tout genre (rationnées ou non rationnées) entre les consommateurs d'une part et d'autre part entre les fabricants, les grossistes et les détaillants.

Les commerces de détail qui ne vendent que des chaussures, ainsi que les rayons de chaussures des grands magasins, doivent rester entièrement fermés à la vente pendant le laps de temps déterminé à l'alinéa précédent. Dans les autres magasins non spécialisés, seule la vente des chaussures sera suspendue durant ce temps.

En outre, il ne sera procédé à aucun échange de marchandise pendant la durée de l'interdiction de vente.

Art. 3. Interdiction de livraison. Sont interdites, du 22 février 1944, à 00 h., au 1^{er} mars 1944, à 24 h., la livraison et l'acquisition des chaussures de tout genre (rationnées et non rationnées) entre fabricants, grossistes et commerçants d'une part et d'autre part entre commerçants (livraison en gros).

Les chaussures expédiées avant le 22 février 1944 devront être acceptées par le destinataire et figurer dans son inventaire.

Art. 4. Dispositions pénales. Les contraventions aux présentes instructions ou aux prescriptions d'exécution et décisions d'espèce qui s'y réfèrent seront réprimées selon l'arrêté du Conseil fédéral du 24 décembre 1941 aggravant les dispositions pénales en matière d'économie de guerre et les adaptant au Code pénal suisse.

Sont réservés l'exclusion du contrevenant de toute participation à des livraisons ultérieures, ainsi que le retrait des autorisations qui lui auraient été accordées et la fermeture préventive de ses locaux de vente et ateliers, entreprises de fabrication et autres exploitations.

Art. 5. Exécution. Le Service fédéral du contrôle des chaussures est chargé de l'exécution des présentes instructions. 12. 15. 1. 44.

Istruzione N. 46

della Sezione della calzatura, del cuoio e del caucciù dell'Ufficio di guerra per l'industria ed il lavoro, alle fabbriche, ai grossisti, come pure al commercio di calzature al minuto riguardante l'inventario delle scorte di calzature di ogni genere, come pure divieto di fornire ed acquistare calzature

(Del 15 gennaio 1944)

La Sezione della calzatura, del cuoio e del caucciù, vista l'ordinanza N. 32 del Dipartimento federale dell'economia pubblica intesa ad assicurare l'approvvigionamento della popolazione e dell'esercito con materie prime per l'industria, con prodotti semifabbricati e con prodotti fabbricati (controllo della produzione e del consumo nell'industria del cuoio e della gomma elastica [caucciù]), del 10 ottobre 1941, come pure l'ordinanza N. 13 L dell'Ufficio di guerra per l'industria ed il lavoro concernente il razionamento delle calzature (fornitura ed acquisto di calzature), del 16 febbraio 1943, decreta:

Art. 1. Inventario. I fabbricanti, i grossisti, nonché le persone o ditte della vendita al minuto, che dispongono di scorte di calzature razionate o non razionate, sono in obbligo ad eseguire l'inventario in data 1° marzo 1944.

Il risultato dell'inventario in questione sarà da trasmettere, entro il giorno 5 marzo 1944 al più tardi, al Servizio federale di controllo delle calzature, Walchestrass 25 a Zurigo, servendosi dei moduli appositamente editati.

Art. 2. Divieto di vendita. Dal 27 febbraio 1944, alle ore 00, al 1° marzo 1944, alle ore 24, sono vietati la fornitura e l'acquisto di calzature di ogni genere (razionate o non razionate) tra i consumatori d'una parte e d'altra parte tra fabbricanti, grossisti e minutanti.

I negozi al minuto che vendono solo calzature, come pure i reparti di calzature dei grandi magazzini, dovranno essere completamente chiusi durante il periodo di tempo menzionato al primo capoverso; negli altri negozi non specializzati, dovrà essere sospesa durante questo periodo soltanto la vendita delle calzature.

Durante il divieto di vendita è punito qualsiasi cambio di merci.

Art. 3. Divieto di fornitura. A partire dal 22 febbraio 1944, alle ore 00, al 1° marzo 1944, alle ore 24, sono vietati la fornitura e l'acquisto di calzature di ogni genere (razionate e non razionate) tra i fabbricanti, grossisti e commercianti d'una parte e d'altra parte tra commercianti (fornitura all'ingrosso).

Le calzature spedite prima del 22 febbraio 1944, dovranno essere accettate dal destinatario che dovrà farle figurare nel suo inventario.

Art. 4. Disposizioni penali. Chiunque contravviene alla presente istruzione, alle prescrizioni esecutive ed alle singole decisioni emanate in virtù di essa sarà punito conformemente al decreto del Consiglio federale del 24 dicembre 1941 concernente l'inasprimento delle disposizioni penali in materia di economia di guerra ed il loro adattamento al Codice penale svizzero.

Restano riservati l'esclusione da ulteriori forniture ed il ritiro di eventuali permessi rilasciati, come pure la chiusura, a titolo precauzionale, di locali di vendita, di fabbricazione e di altre aziende.

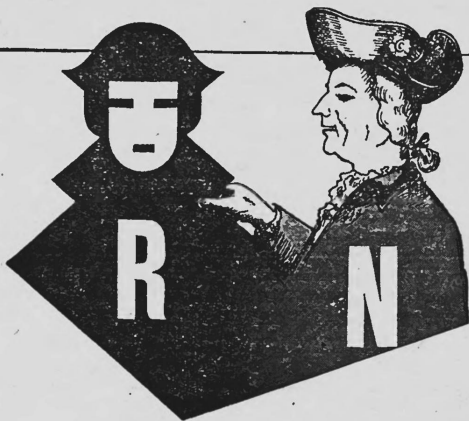
Art. 5. Esecuzione. Il Servizio federale di controllo delle calzature è incaricato dell'esecuzione della presente istruzione. 12. 15. 1. 44.

Redaktion:

Handelsabteilung des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements in Bern

Rédaction:

Division du commerce du Département fédéral de l'économie publique à Berne



N: Sag' mal, Junior, empfehlst du jetzt, auf der Reise, Holz oder Stahl für Büromöbel? So oder so, wir können ja bei der grossen Materialknappheit nur langsam liefern.

R: Ich rate je nach dem Bedürfnis: Für grosse Registraturen Stahlschubladen auf Kugellagern; für andere Zwecke das sympathische, warme Holz; aber nur in guter Ausführung, in R-N-Qualität.

Rüegg-Naegeli
ZÜRICH 1 BAHNHOFSTR. 22 TEL. 337 08
SPEZIALHAUS FÜR BÜROEINRICHTUNG + SCHREIBWAREN

Zwei alte Zürcher im R-N Schritt mit der neuen Zeit

Verlangen Sie bitte unsere Prospekte über Holz- oder
Stahlmöbel

oder besichtigen Sie unsere Ausstellung

MD

Steuer-Experte Ed. Aeberli

Bern - Aarberggasse 46 - Telefon 231 20

Bekannt für schwierige Steuerfragen, insbesondere
Kriegsgewinnsteuer, Nach- und Strafssteuer, Amnestie,
Steuerbeweismassnahmen, Bilanz und Steuer usw.

25 Jahre Praxis — Erstklassige Referenzen

489

**Revisionen
Steuerberatung
Testamentsvollstreckung
Treuhandsfunktionen aller Art**

FIDES

Treuhand - Vereinigung

ZÜRICH Basel Lausanne
Orell-Füssli-Hof Aeschenvorstadt 4 Rue du Lion-d'Or 6
Tel. 5 78 40 Tel. 2 78 40 Tel. 3 74 21

Z 1

Öffentliches Inventar mit Rechnungsruf

(ZGB. Artikel 580 ff. und EG. §§ 224 ff.)

Ueber den Vermögensnachlass des am 21. Dezember 1943
in Solothurn verstorbenen

Max Hans Portmann,

des Hans Max, geboren 1907, Malermeister, von und in
Solothurn, wird, gestützt auf die Bewilligung des Gerichts-
präsidenten von Solothurn-Lebern vom 18. Januar 1944, das
öffentliche Inventar durchgeführt.

Die Gläubiger und Schuldner des Erblassers, mit Ein-
schluss der Bürgschafts- und Wertschaftsgläubiger, werden
hiermit aufgefordert, ihre Forderungen und Schulden (Wert
21. Dezember 1943), unter Vorlage der bezüglichen Aus-
weise, bis und mit 16. Februar 1944 bei der unterzeich-
neten Amtsstelle anzumelden.

Nichtanmeldung von Ansprüchen gegenüber dem Erb-
lasser hat für die Gläubiger den Verlust des Anspruches
gegen die Erben zur Folge (Artikel 590 und 591 ZGB.).

Solothurn, den 13. Januar 1944.

Der Amtsschreiber von Solothurn:

W. Isler, Notar.

Sn 2

Seriöse und aktive Firma
sucht

Generalvertretung

für die Westschweiz. Nur
solide und einträgliche Un-
ternehmung kann in Betracht
gezogen werden. Offerten
unter Chiffre G 20869 X an
Publicitas Genf. X 5



Bindbändchen

6 mm breit, blau-weiß-blau
und rot-weiß-rot, in Rollen
zu 500 m, schöne Ausführung,
Fr. 8.— per Rolle. 102-16

P. GIMMI & CO.

• Z. Papyrus, St. Gallen



Kassenschränke
Stahlmöbel
Werkzeugschränke
Stahlkammern

UNION-

Kassenfabrik AG.

ZÜRICH

Albisriederstr. 257

Verlangen Sie

Prospekt Nr. 305

Ausstellung und Verkauf:

Löwenstr. 2, «Schmidhof»

RESA

Recouvrements SA.

Inkasso AG.

Neuchâtel 1

Les spécialistes du
contentieux en Suisse et à
l'étranger

Demandez tarif

Supplément n° 44 à «La Vie économique»

Contribution à l'étude du problème du minimum indispensable à l'existence

Cette communication de la Commission consultative du Département
fédéral de l'économie publique pour les questions de salaires vient de
paraître. Elle a été expédiée à tous ceux qui l'avaient commandée d'avance.

Dans le premier chapitre de cette étude, la commission a consacré quel-
ques considérations fondamentales et diverses remarques liminaires à la
notion du minimum d'existence, ainsi qu'à la possibilité de l'exprimer par des
chiffres. Au second chapitre, on trouvera une importante documentation
concernant cette question. Les matériaux fournis par les enquêtes sur les
budgets familiaux¹ de 1936/37 ont fait l'objet, pour faciliter l'étude du
problème en discussion, d'un nouveau dépouillement à la Section de statis-
tique sociale de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du
travail, ce qui a permis d'analyser plus en détail les conditions d'existence
des familles nombreuses ou à revenu modeste avant la guerre, puis d'établir
une comparaison entre les attributions du rationnement actuel et la consom-
mation avant les hostilités. Un dernier chapitre résume les résultats essentiels
de ces investigations ainsi que les conclusions que l'on en peut tirer en vue
d'un ajustement équitable des salaires au renchérissement de l'existence,
du point de vue social.

Nous disposons encore d'un certain nombre d'exemplaires que nous
pouvons remettre contre paiement de 2 fr. 75. Prière d'adresser les commandes
à la «Feuille officielle suisse du commerce», Effingerstrasse 3, Berne. Le
fascicule sera envoyé, au gré de l'abonné, contre remboursement ou contre
paiement préalable au compte de chèques postaux III 5600 «Feuille officielle
suisse du commerce», à Berne. On voudra bien mentionner simplement la
commande sur le coupon du bulletin de versement. Pour éviter toute con-
fusion, ne pas confirmer les versements par écrit.

Le supplément n° 44 en langue allemande a déjà paru et peut être
commandé aux mêmes conditions.

¹ Voir supplément n° 42: Budgets familiaux de la population salariée 1936/37
et 1937/38, 237 pages (1942), 6 fr. 45, à commander à la «Feuille officielle suisse
du commerce», Berne

BERTHOLET SA.

Rue de Lausanne 65, Genève

Messieurs les actionnaires sont convoqués en

assemblée générale ordinaire

pour le jeudi 27 janvier 1944.

ORDRE DU JOUR:

1. Rapport du conseil d'administration.
2. Rapport du vérificateur des comptes.
3. Approbation des comptes.
4. Nomination d'un vérificateur des comptes.
5. Nomination d'un administrateur.
6. Propositions individuelles.

Le bilan et le compte de pertes et profits, les rapports du conseil
d'administration et du vérificateur des comptes sont à la disposition de
Messieurs les actionnaires au bureau de la société.

Pour pouvoir assister à l'assemblée, Messieurs les actionnaires devront
déposer leurs titres ou certificats à la Société de banque suisse ou au siège
social jusqu'au 24 janvier 1944, à midi, qui leur délivreront une carte indi-
quant le lieu et l'heure de l'assemblée. Le conseil d'administration.

Durisol

Flachbedachung

Rasche, billige und einfache Ausführung. Zuverlässiger Schutz gegen Wettereinflüsse,
Kälte- und Wärme-Einbruch und gegen Feuergefahr. 90-61

DURISOL AG. für Leichtbaustoffe, Dietikon, Telefon Nummer 91 86 66